

505 UN 137 / 7

432

(1940)

Application de la loi du 16 août 1940
(dissolution des groupements généraux rassemblant, à l'échelle nationale, les organisations professionnelles, patronales et ouvrières)

Note

26. 8.40

Application de la loi du 16 août 1940 (dissolution des groupements généraux rassemblant, à l'échelle nationale, les organisations professionnelles, patronales et ouvrières)

N O T E

I.- L'article 1er de la loi du 16 août 1940 dispose :

"Art. 1er - A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront dissous par décret les groupements généraux rassemblant, à l'échelle nationale, les organisations professionnelles patronales et ouvrières.

"Pourront être dissous par décret les groupements ou organismes professionnels dont l'activité se révélerait nuisible au bon fonctionnement d'une branche d'activité ou incompatible avec l'organisation instituée par les dispositions qui suivent. Le Ministre Secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail fixe la destination à donner aux biens des groupements ou organismes dissous".

Ce texte est commenté ainsi qu'il suit dans le Rapport au Chef de l'Etat qui précède la loi au Journal Officiel :

"... Souci d'autorité d'abord. - A ce souci répond, en premier lieu, le pouvoir donné au Gouvernement de dissoudre les groupements généraux qui rassemblent les organisations professionnelles patronales et ouvrières à l'échelle nationale et qui, de ce fait, tendent, pour la plupart, à perdre leur caractère professionnel pour prendre un caractère politique. Le même pouvoir de dissolution est prévu à l'encontre des autres groupements lorsque leur activité risque d'affaiblir l'action entreprise et de nuire à l'efficacité des efforts accomplis, soit qu'ils s'opposent à cette action, soit que leur caractère d'organismes de superposition se révèle incompatible avec la discipline ou la rapidité de décision nécessaires"

II.- De là il suit qu'il y a, au regard de la loi, deux situations bien différentes.

1°) celle des "groupements généraux rassemblant, à l'échelle nationale, les organisations professionnelles patronales et ouvrières".

.....

Sont ici seuls visés les groupements qui, réunissant des organismes de professions distinctes, perdent leur caractère professionnel.

En vertu de l'alinéa 1 de l'art. 1er ci-dessus, ces groupements seront obligatoirement dissous.

2°) celle "des groupements ou organisations professionnels".

Il s'agit ici des groupements dont l'activité est limitée à la défense d'une profession.

En vertu de l'alinéa 2 de l'art. 1er ci-dessus, ces groupements :

= peuvent être dissous (mais ne le sont pas obligatoirement),

= dans deux cas seulement,

- soit que leur action se révèle "nuisible au bon fonctionnement d'une branche d'activité",

- soit que leur action soit "incompatible avec l'organisation instituée par les dispositions de la loi du 16 août 1940".

III.- En fait, seront obligatoirement dissoutes par application de l'alinéa 1er de l'art. 1er :

- la Confédération générale du Patronat français (C.G.P.F.),
- la Confédération générale du Travail (C.G.T.) (1),
- la Confédération des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.).

Au contraire, la Fédération Nationale des Travailleurs des chemins de fer, dont l'activité est limitée à la défense de la profession de cheminots, tomberait seulement, le cas échéant, sous le coup des dispositions de l'alinéa 2 de l'art. 1er.

Autrement dit :

.....

(1) A ce sujet, on peut rappeler que c'est précisément pour le motif qu'elle rassemblerait des groupements de professions distinctes que le Tribunal de la Seine avait, il y a une vingtaine d'années, dissous la C.G.T. comme ne constituant pas un organisme professionnel au sens de la législation sur les Syndicats.

- sa dissolution n'est pas de droit,
- elle ne pourrait être prononcée que dans le cas où se trouverait réalisée l'une ou l'autre des circonstances limitativement prévues par lesdites dispositions.

Sans doute, la Fédération des Travailleurs de chemins de fer est-elle une des fédérations composant la C.G.T. Mais cette dernière étant dissoute, elle n'en conserve pas moins son existence propre.

J'ajoute que, dans l'organisation provisoire de la production, les futurs Comités d'organisation comprendront seulement, outre le Commissaire du Gouvernement, des représentants patronaux. Il ne serait pas dans les intentions du Gouvernement de toucher pour le moment aux organisations professionnelles ouvrières.

En conclusion, la note et le projet de lettre préparés par le Service Central du Personnel appellent deux réserves :

1°/ Elles placent la question de la Fédération Nationale des Travailleurs de chemins de fer sur le terrain de l'art. 1er alinéa 1er de la loi du 16 août 1940;

2°/ étant donné ce qui est dit ci-dessus (III), on peut se demander si une intervention de la S.N.C.F. n'irait pas à l'encontre du but que l'on poursuit.

Annexes : - Note et projet de lettre
du Service Central du personnel,
- loi du 16 août 1940.

Chenier

Service Central
du Personnel

Paris, le 21 août 1940

1ère Division
P 3517

Monsieur le Pt GRIMPRET

D'accord
Votre bien dévoué
Signé : LE BESNERAIS

Il conviendrait de
soumettre cette affaire
au Comité de Direction.

Signé : GRIMPRET

23.8.40

Monsieur le Directeur Général,

Une loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle dispose notamment que :

1°) les groupements généraux rassemblant à l'échelle nationale les organisations professionnelles, patronales et ouvrières seront dissoutes par décret;

2°) des Comités d'organisation seront créés dans les branches d'activité industrielle ou commerciale dont la situation rendra cette création nécessaire;

3°) à compter de la publication de l'acte portant institution d'un Comité d'organisation, les Syndicats, Associations, Groupements et Organismes se proposant un rôle de représentation, de défense ou d'action dans la branche d'activité considérée sont placés sous le contrôle du Comité.

Ainsi qu'il résulte du rapport présentant la loi, ces mesures ont pour but :

1°) de définir une organisation provisoire en attendant que soit mis au point le projet d'organisation professionnelle actuellement à l'étude, lequel prévoit que la direction des différentes branches de l'activité économique sera assurée par la collaboration des représentants de l'Etat avec les représentants qualifiés des employeurs et des salariés;

2°) de placer dès maintenant les branches d'activité intéressées sous la direction d'une autorité énergique et efficace et d'associer étroitement dans cette direction les représentants de la puissance publique et ceux des employeurs;

3°) de dissoudre les groupements généraux qui rassemblent les organisations professionnelles, patronales et ouvrières à l'échelle nationale et qui, de ce fait, tendent pour la plupart à perdre leur caractère professionnel pour prendre un caractère politique.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette loi paraît devoir avoir les conséquences suivantes en ce qui concerne la S.N.C.F. :

A - Les Fédérations de Syndicats d'agents de chemins de fer et notamment la Fédération Nationale et la Fédération des Syndicats chrétiens paraissent appelées à être dissoutes par décret.

B - Les chemins de fer ne paraissent pas constituer une branche d'activité industrielle ou commerciale dont la situation rend nécessaire la création d'un Comité d'organisation à titre provisoire en attendant l'établissement du cadre définitif de l'organisation professionnelle.

C - Il en résulterait que les Syndicats d'agents de chemins de fer échappant à l'autorité de leur Fédération dissoute et non soumis au contrôle de Comités d'organisation, seraient livrés à eux-mêmes, ce qui paraît être en contradiction avec le but poursuivi par la loi.

En conséquence, je pense qu'il y aurait lieu de proposer à M. le Ministre des Communications que les Fédérations de Syndicats d'agents de chemins de fer ne fassent pas l'objet d'un ~~xxxxxx~~ décret de dissolution avant que ne soit établie l'organisation susceptible de leur succéder.

Ci-joint projet de lettre à cet effet.

P. le Directeur du Service Central P,
Le Chef Adjoint,

Signé : FLAMENT.

←

Le Président du Conseil
d'Administration

--

D 4320/13

Monsieur le Ministre,

La loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle, prévoit que, à compter de son entrée en vigueur, seront dissous par décret les groupements généraux rassemblant à l'échelle nationale les organisations professionnelles, patronales et ouvrières.

Il semble résulter de l'exposé des motifs de cette loi que les Fédérations de Syndicats d'agents de chemins de fer constituées à l'échelle nationale seraient exposées à être dissoutes.

Il nous apparaît qu'une telle mesure serait susceptible d'apporter, dans les organisations syndicales d'agents de chemins de fer des troubles préjudiciables à l'organisation professionnelle du service public des chemins de fer et irait en conséquence à l'encontre du but poursuivi par la loi du 16 août 1940.

J'ai en conséquence l'honneur de vous demander de bien vouloir ne pas faire application des dispositions prévues, à l'égard de ces Fédérations, et de ne pas prendre pour ce qui les concerne de décret de dissolution avant que soit constituée l'organisation susceptible de lui succéder et d'assurer la suite de leur activité.

Je vous renouvelle,

Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat aux Communications.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 18 août 1940

LOI concernant l'organisation
provisoire de la production industrielle

R A P P O R T
au Maréchal de France,
Chef de l'Etat Français.

Vichy, le 16 août 1940

Monsieur le Maréchal,

La situation de l'industrie et du commerce français est grave. Depuis le mois de septembre dernier, toute l'économie était dominée par une priorité absolue reconnue aux fabrications militaires. La cessation des hostilités a entraîné l'arrêt de ces fabrications. Et l'adaptation des usines aux conditions nouvelles créées par l'armistice est rendue particulièrement malaisée par suite de la séparation établie entre la zone occupée et la zone libre, par suite aussi de l'impossibilité presque complète où se trouve la France d'importer des matières premières comme d'exporter ses produits. Dans ces circonstances, un effort immédiat s'impose pour réorganiser l'économie en fonction de la situation nouvelle, et pour tirer des moyens de production, des ressources en main-d'œuvre et en matières premières dont nous disposons, le profit optimum. Cet effort s'impose pour donner du travail et, par suite, des moyens d'existence, à des centaines de milliers de travailleurs. Il s'impose aussi, comme un élément essentiel, du redressement matériel et moral du pays.

Il serait vain d'attendre l'adaptation ainsi indispensable du libre jeu des intérêts en présence. En admettant même que la seule action des lois économiques puisse, dans certaines circonstances, rétablir un équilibre détruit, cette action ne saurait être que très lente. Et il n'est pas possible d'attendre. L'on ne saurait même se fier à un effort d'organisation laissé à la libre initiative des industriels intéressés. Quelle que puisse être la bonne volonté de ces derniers, leurs possibilités sont sans commune mesure avec les problèmes à résoudre. Une stricte discipline doit dominer les activités industrielles. Seul l'Etat dispose de moyens d'action et d'autorité immédiatement efficaces. Il se doit d'agir énergiquement et sans délai.

Un projet complet d'organisation professionnelle a d'ores et déjà été mis à l'étude. Il prévoit que la direction des différentes branches de l'activité économique sera assurée par la collaboration des représentants de l'Etat avec les représentants qualifiés des employeurs et des salariés. Mais la mise au point de ce projet exigera un délai de quelques semaines. Il est des industries pour lesquelles ce délai est encore trop long ; il est des usines

.....

qui vont fermer leurs portes faute de matières premières, alors que ces matières premières existent dans des usines voisines ; il est des centaines de milliers d'ouvriers qui vont être, qui sont déjà, jetés au chômage, alors qu'une meilleure répartition des commandes et une organisation adéquate du travail permettraient de leur conserver une activité au moins réduite.

Aussi, paraît-il nécessaire de définir sans délai une organisation provisoire permettant de tirer immédiatement, pour ces industriels, le meilleur parti des éléments de la situation présente. Tel est l'objet du texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction.

Il n'est pas possible de fixer dès l'abord avec précision les limites du champ d'application de ce texte. L'essentiel est, en effet, de définir un cadre susceptible d'être adapté, suivant les circonstances et les besoins du moment, aux diverses caractéristiques des différentes branches d'activité. Les dispositions envisagées auront sans doute à s'appliquer en premier lieu à 3 groupes d'industries : celles qui, déjà très concentrées, ont naturellement évolué vers une forme de monopole et disposent d'une organisation propre qu'il importe de subordonner complètement aux intérêts généraux du pays ; celles qui souffrent d'une pénurie de commandes ou de matières premières et appellent une répartition équitable, entre les entreprises, des moyens et des débouchés ; celles, enfin, qui présentent un intérêt essentiel pour les consommateurs et dont les produits doivent être adaptés aux besoins les plus urgents et répartis en fonction de ceux-ci. Il ne convient d'ailleurs pas d'attacher à cette énumération une importance excessive ; les circonstances suffiront sans doute à désigner les branches d'activité qui appelleront d'urgence des mesures d'organisation.

La formule qui vous est soumise repose sur le double souci de placer les branches d'activité intéressées sous la direction d'une autorité énergique et efficace, et d'associer étroitement dans cette direction les représentants de la puissance publique et ceux des employeurs. A cette double préoccupation répond la création de comités chargés, dans chaque branche d'activité, de prendre les mesures qui s'imposent.

Souci d'autorité d'abord.- A ce souci répond, en premier lieu le pouvoir donné au Gouvernement de dissoudre les groupements généraux qui rassemblent les organisations professionnelles patronales et ouvrières à l'échelle nationale et qui, de ce fait, tendent, pour la plupart, à perdre leur caractère professionnel pour prendre un caractère politique. Le même pouvoir de dissolution est prévu à l'encontre des autres groupements lorsque leur activité risque d'affaiblir l'action entreprise et de nuire à l'efficacité des efforts accomplis, soit qu'ils s'opposent à cette action, soit que leur caractère d'organismes de superposition se révèle incompatible avec la discipline ou la rapidité de décision nécessaires.

.....

De même en ce qui concerne les comités d'organisation, il ne pouvait être question, dans les circonstances présentes, de laisser aux intéressés une entière liberté. Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail fixera la composition du Comité. Il reste entendu que les organisations professionnelles intéressées, et plus généralement les membres de la profession, pourront soumettre des propositions à l'agrément du ministre. Ainsi demeure possible une désignation faite, comme il est souhaitable, en accord entre l'autorité gouvernementale et les ressortissants patronaux de la profession. Enfin, le ministre exercera un contrôle constant, soit par lui-même, soit par son représentant auprès du comité, sur toutes les décisions de celui-ci.

Au même souci d'autorité répondent les pouvoirs étendus reconnus au comité d'organisation. A la vérité, le texte qui vous est soumis innove moins qu'il ne pourrait paraître au premier abord. Le Gouvernement tenait de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre le pouvoir de prendre des dispositions tout à fait analogues à celles que visent les divers paragraphes de l'article 2 du projet de loi :

Recensement des moyens de production, organisation de la répartition des matières premières, réglementation des échanges, contrôle des prix.

Ces différentes mesures apparaissent comme répondant naturellement aux nécessités de l'état de guerre. Est-il excessif d'affirmer que les nécessités de la période présente, plus impérieuses encore sur le plan économique comme sur le plan social, appellent les mêmes mesures ? Ce sont là, en tout cas, les éléments de toute direction effective de l'économie, éléments que trop souvent des organismes privés, non contrôlés, sont parvenus à s'approprier au profit d'intérêts particuliers.

Si un alinéa du texte proposé prévoit aussi une réglementation possible des conditions de l'activité des entreprises, il ne conviendrait pas de s'effrayer des pouvoirs ainsi reconnus au Comité. Les règlements qui seraient édictés ne sauraient à coup sûr s'immiscer dans les détails de la vie journalière des entreprises ; les initiatives ne doivent pas être arbitrairement bridées. La discipline imposée aux industriels sera limitée aux mesures strictement nécessaires pour assurer notamment le maximum d'économie dans l'emploi des matières premières, la normalisation des produits, la spécification des qualités auxquelles des derniers devront correspondre. Par là sera assurée une utile protection du consommateur en même temps que sera rénovée cette qualité française qui a fait longtemps honneur à notre pays. Cette discipline pourra d'ailleurs être plus ou moins étroite suivant les circonstances et les conditions propres de chaque industrie. Dans une telle mesure la nécessité de la discipline prévue s'impose sans discussion possible.

Cette discipline, les règles édictées appellent des sanctions. Le Comité pourra proposer au Ministre, sur le plan professionnel, des sanctions énergiques et particulièrement efficaces.

Les intéressés trouveront d'ailleurs une garantie tant contre les excès possibles de la réglementation que contre des sanctions arbitraires dans le souci constant qu'affirme le projet de loi d'assurer une collaboration aussi étroite que possible des membres de la branche d'industrie à l'élaboration des règlements comme aux décisions individuelles et aux sanctions à intervenir.

Sans doute n'a-t-il pas été possible d'aménager immédiatement un système assurant une représentation effective et complète des employeurs et des salariés telle que nous chercherons à l'assurer plus tard. La nécessité d'une action rapide oblige à se contenter de formules empiriques et imparfaites dont nous redisons le caractère d'attente. Le texte qui vous est soumis doit permettre de faire appel dans chaque cas aux personnalités les plus qualifiées.

D'aucuns regretteront peut-être que l'organisation proposée conserve néanmoins un caractère aussi étatiste et qu'elle ne soit pas davantage orientée vers les formules de "démocratie industrielle" souvent préconisée au cours des dernières années. Ce serait là méconnaître les nécessités particulièrement impérieuses du moment. Dans la période présente, autant et plus encore qu'au cours des hostilités, tous les intérêts, toutes les activités, doivent être subordonnés à l'urgence du redressement du pays, dans l'ordre économique, social, moral. Lorsque les difficultés de l'heure auront été surmontées, il sera sans doute possible d'augmenter le rôle des représentants des intéressés dans la direction de l'économie. Mais, aujourd'hui, les initiatives et les décisions doivent incomber au Gouvernement, responsable devant le pays. Tel est l'esprit de l'organisation, dont nous soulignons d'ailleurs le caractère provisoire à laquelle nous avons l'honneur de vous demander de vouloir bien donner votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'assurance de notre très respectueux dévouement.

Signature des Ministres Secrétaires d'Etat.

.....

Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat français,

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er} - A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront dissous par décret les groupements généraux rassemblant, à l'échelle nationale, les organisations professionnelles patronales et ouvrières.

Pourront être dissous par décret les groupements ou organismes professionnels dont l'activité se révélerait nuisible au bon fonctionnement d'une branche d'activité ou incompatible avec l'organisation instituée par les dispositions qui suivent. Le Ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail fixe la destination à donner aux biens des groupements ou organismes dissous.

Art. 2 - A titre provisoire, et jusqu'à l'établissement du cadre définitif de l'organisation professionnelle, il sera créé, dans chaque branche d'activité industrielle ou commerciale dont la situation rendra cette création nécessaire, un comité d'organisation. Ce comité sera chargé, sous l'autorité du Ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail :

- 1°) d'effectuer le recensement des entreprises, de leurs moyens de production, des stocks et de la main d'oeuvre ;
- 2°) d'arrêter les programmes de production et fabrication ;
- 3°) d'organiser l'acquisition et la répartition des matières premières et produits nécessaires aux fabrications de la branche d'industrie considérée.
- 4°) de fixer les règles s'imposant aux entreprises en ce qui concerne les conditions générales de leur activité, le souci de la qualité, l'emploi de la main d'oeuvre, les modalités des échanges des produits et des services, la régularisation de la concurrence ;
- 5°) de proposer aux autorités publiques compétentes les prix des produits et services ;
- 6°) de prendre ou de provoquer les mesures, de constituer ou de faire constituer les organismes susceptibles d'assurer un meilleur fonctionnement de la branche d'activité, dans l'intérêt commun des entreprises et des salariés.

Art. 3 - La composition du comité d'organisation ~~aux~~ est fixée par décret contresigné par le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail ; les membres de ce comité peuvent être proposés à l'agrément du ministre par les organisations ou membres de la branche d'industrie considérée.

Le ministre désigne un Commissaire du Gouvernement pour le représenter auprès du comité d'organisation. En cas de carence du comité, le Commissaire du Gouvernement exerce tous les droits dévolus à ce dernier.

Art. 4 - Le comité d'organisation peut être autorisé, par décret contresigné par le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail et par le ministre secrétaire d'Etat aux finances, à imposer aux entreprises une cotisation dont le produit couvrira les dépenses administratives du Comité.

La comptabilité du comité d'organisation est soumise au contrôle des deux ministres ci-dessus désignés.

Art. 5 - Les décisions du comité ne sont définitives qu'après avoir été approuvées par le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail qui peut déléguer, pour certaines catégories de questions, le droit d'approbation au Commissaire du Gouvernement.

Art. 6 - Le ministre peut, sur la proposition du comité, procéder à la réquisition, dans le cadre de la branche d'activité considérée, des matières premières, des produits, des services personnels et des entreprises. Le comité soumet au ministre toutes propositions utiles concernant le montant des indemnités à allouer et le paiement de ces indemnités.

Les lois relatives aux réquisitions militaires sont applicables aux réquisitions ordonnées en exécution du présent article en ce qui concerne les sanctions pénales, le règlement des indemnités et les réclamations y afférentes.

Art. 7 - En cas d'infraction aux règlements édictés en exécution de l'article 2 ci-dessus, le Comité d'organisation propose au ministre des sanctions qui peuvent comporter :

1°) L'interdiction temporaire ou définitive pour le chef d'entreprise ou pour un ou plusieurs des dirigeants de l'entreprise, d'exercer des fonctions de direction dans aucune entreprise de la branche d'activité considérée ou dans aucune entreprise industrielle ou commerciale ;

2°) une amende au profit du Trésor, à l'encontre d'une entreprise, pouvant aller jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires.

Art. 8 - A compter de la publication de l'arrêté ministériel portant institution du comité d'organisation, les syndicats, associations, groupements et organismes quelconques se proposant un rôle de représentation, de défense ou, de manière générale, d'action dans la branche d'activité considérée, sont placés sous le contrôle du comité, qui peut exiger de chacun d'eux la production de pièces et documents quelconques, se faire représenter aux réunions des comités ou conseils, et subordonner à son approbation préalable, l'exécution des décisions prises.

Art. 9 - Les pouvoirs conférés au ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail par la présente loi sont dévolus aux ministres secrétaires d'Etat aux finances, à l'agriculture, aux communications et aux secrétaires d'Etat à la guerre, à la marine et à l'aviation pour les diverses branches d'activité ressortissant à chacun d'eux.

Les décisions prises en application de la présente loi sont contresignées par le Ministre secrétaire d'Etat aux finances, toutes les fois qu'elles visent des entreprises subventionnées par l'Etat.

Art. 10 - Le présent acte sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 août 1940.

Ph. PETAIN.